



Lundi 11 décembre 2023

# **Non à la loi Darmanin !**

## **Face au racisme d'en haut, notre solidarité de travailleurs et travailleuses**

La loi dite « Asile et immigration », dont le ministre de l'Intérieur Darmanin s'est fait le champion, arrive à l'Assemblée nationale ce lundi 11 décembre. La droite et l'extrême droite la voteront ? Ou la voteront pas ? Ils rivalisent en tout cas de mensonges et d'infamie à associer immigration et criminalité. Mais pour nous travailleuses et travailleurs de tous les secteurs vitaux, les immigrés c'est nous-mêmes, ou nos voisins, proches et collègues. Et nous disons « non » au poison raciste secrété d'en haut !

### ***La scélérateuse au sommet !***

Au fil des navettes entre le palais Bourbon et le Sénat, le projet de loi a été considérablement durci, remettant en cause l'acquisition de la nationalité par droit du sol pour les enfants nés en France de parents étrangers et le droit à l'AME, permettant à des sans-papiers de se faire soigner. De nombreux soignants et médecins ont dénoncé le scandale et annoncé qu'ils n'appliqueraient pas une mesure contraire aux droits humains et à la santé publique ! L'Assemblée nationale adoptera-t-elle les propositions les plus abjectes ? Elle a en tout cas validé les limitations prévues au regroupement familial et la restriction des conditions (déjà très difficiles) ouvrant droit au titre « étranger malade » (qui ne représente que 2 % des titres de séjour accordés en France, soit 3280 en 2022). Les expulsions seraient encore facilitées. La plus grande scélérateuse de Darmanin est d'associer délinquance et immigration, et d'avoir envoyé à des médias 4 000 « profils d'étrangers délinquants » qui pourraient être expulsés si sa loi passait. Procédé vraiment infâme de ce gouvernement, qui rivalise avec l'extrême droite pour tenter d'opposer les travailleurs les uns aux autres, pour tenter de nous détourner de la lutte collective pour nos salaires et nos conditions de travail. Cette politique raciste et réactionnaire pave la voie à l'extrême droite, et encourage ces groupuscules ultra-violents qu'on a pu voir à l'œuvre la semaine dernière à Romans-sur-Isère.

Le gouvernement français n'est pas le seul à pratiquer cette démagogie xénophobe : au Royaume-Uni, le gouvernement veut encore réduire les possibilités d'immigrer légalement. Il a annoncé que les soignants ne pourraient plus faire venir leurs familles, alors même que ce secteur manque de salariés.

### ***Mais qui va construire les villes et garder les gosses ?***

Ce sont aujourd'hui des travailleuses et travailleurs issus de l'immigration (comme une large partie de la classe ouvrière de ce pays) qui construisent les installations des Jeux olympiques, nettoient les couloirs du métro, changent les draps des vieillards dans les Ehpad, gardent les enfants ou sont à la plonge dans les restaurants. Travail essentiel à toute la société. Un dispositif important de cette loi porte sur la régularisation de ceux qui n'ont pas de papiers dans les métiers dits « en tension ». Mais ladite régularisation pourrait être soumise au pouvoir des préfets, qui pourraient s'y opposer en cas de « menace à l'ordre public » ou de « non-respect des valeurs de la République ». Autant dire que les prétextes seront légions pour priver des travailleurs et des travailleuses de leur titre de séjour, et permettre au patronat de les exploiter plus durement, par le chantage au retrait du titre de séjour et à l'expulsion. Voilà ce que veulent le patronat et le gouvernement à son service.

Le racisme d'État est une des facettes de la guerre de classe. Aucun travailleur, aucune travailleuse n'est illégale ! Les seuls étrangers sur cette terre ce sont les patrons et leurs serviteurs au pouvoir, les Darmanin et Macron ! Ne nous laissons pas diviser. Ceux qui soutiennent cette loi raciste sont les mêmes qui détruisent les services publics faute de moyens, les mêmes qui refusent toute augmentation générale des salaires, les mêmes qui soutiennent les bombardements des civils à Gaza.

**Travailleuses et travailleurs de tous pays, unissons-nous et manifestons partout en France contre la loi « Immigration » les 16 ou 18 décembre.**

**Les miettes le gros gâteau des actionnaires**

La direction a décidé d'accorder 3,6 % d'augmentation générale (55 € net minimum). C'est minable ! On fait quoi avec ça ? La moitié d'un plein ?

Elle explique que l'inflation est de 3,9 % en 1 an, voire de 3,3 %. Dans quel monde elle vit ? Stellantis a fait 11 milliards de profits en 6 mois, et nous on doit galérer avec nos budgets. Inacceptable !

**Beaucoup de cinéma pour rien**

Après 9 heures de discussions, les Négociations Annuelles Obligatoires (NAO) se sont terminées vers minuit. Comme chaque année la direction fait semblant de négocier, avec ses syndicats béni-oui-oui, le montant des augmentations décidé depuis longtemps.

Pour une vraie augmentation (400 € pour tous !), il faudra une grève sur l'ensemble des sites PSA. Les travailleurs américains de Stellantis eux ont eu 11 % d'augmentation (25 % en 4 ans) grâce à leur grève : c'est la seule négociation que comprend la direction.

**Touche pas à mon salaire !**

Les Bacs Batterie Ferrage-Peinture, ainsi que les Packs au B3 se trouvent au chômage jusqu'aux vacances. La direction commence aussi à mettre en place du chômage tournant dans certains secteurs. Si la direction veut qu'on reste chez nous, on est OK, mais on veut être payé à 100 %. Elle a des problèmes pour produire ou pour vendre, c'est son problème pas le nôtre.

**No stress**

Montage, suite à la fin de l'équipe de nuit, plusieurs postes sont doublés. Ça angoisse la direction. Pas nous, ça nous permet de souffler. La direction dit pourtant qu'il y a trop de CDI sur le site. Ce ne serait pas les membres de la direction qui seraient en trop ?

**Nous aussi on doit la faire plier !**

La prétendue « clause de souplesse » a permis à la direction de virer des intérimaires 2 semaines en avance. Ils devaient partir le 23 et ont finalement été « remerciés » jeudi, vendredi ou lundi. Autant d'économies sur leur dos. En se moquant des intérimaires la direction se moque de nous tous.

**Mobilité... Sans garantie de retour au poste**

Beaucoup de caristes ont été envoyés en déplacement. Mobilité « interne » dit la direction, mais en fait « externe » : dans d'autres usines et d'autres régions.

Alors qu'on bat des records de production par séance, la direction fait pression au départ sur les uns pour intensifier l'exploitation des autres.

**Travaillons tous, travaillons moins et mieux**

Des salariés du Ferrage ont été envoyés faire des missions pour le sous-traitant Trigo au B2 ou au B3. La hiérarchie les balade d'un endroit à l'autre, sans vraie

garantie de rester au poste. Sur place, il faut se plier en deux pour trier des pièces dans des bacs et il faut travailler très vite. La direction dit qu'il y a du sureffectif partout, et bien qu'elle commence par doubler ces postes et baisser les objectifs.

**La bataille navale pour couler nos salaires**

On a reçu nos cotations, au 1<sup>er</sup> janvier, nous serons B3 pour les ouvriers de chaîne et caristes, C5 pour les PSP, maintenanciers et moniteurs, E10 pour les RU. Cette classification remplace les coefficients.

Ça reste une manière de nous diviser, alors qu'on a tous un intérêt commun : l'augmentation des salaires de 400 € pour tous !

**Un fantôme à la Peinture ?**

Un étrange personnage rôde de temps en temps à la Peinture. Il squatte parfois un bureau puis s'en va. Certains racontent qu'il vient du Ferrage. D'autres disent que c'est le nouveau directeur de la Peinture. Ce qui est sûr c'est qu'il ne dit pas bonjour, ni aux ouvriers, ni aux techniciens, ni aux chefs. Âme damnée, est-il condamné à errer seul et muet dans le bâtiment ?

**Réorganisation de la tribu des coupeurs de têtes**

Les responsables des Ressources Humaines des différents secteurs vont changer. Certains sont déjà partis diriger directement deux syndicats béni-oui-oui : plus pratique, ça supprime des intermédiaires pour la direction. Les autres ne font que permuter entre eux, la mission reste la même : la gestion inhumaine du personnel.

Tous ces amis de la direction, qu'ils soient dans un syndicat complaisant ou dans un bureau, font le même travail : attaquer les salariés.

**Responsable et coupable**

Un retraité de la Fonderie de PSA Sochaux vient de faire condamner définitivement PSA pour « faute inexcusable » pour exposition à la poussière d'amiante. Contaminé, ce retraité a développé un cancer depuis 2016. La Justice a obligé PSA à lui verser plus de 70 000 € de dommages. C'est peu au regard du préjudice mais c'est quand même une victoire qui peut encourager d'autres à déposer plainte contre les attitudes criminelles de PSA.

**Vente à la découpe**

À Renault Flins, le 24 novembre, 2 heures avant le week-end, la direction a annoncé qu'elle allait vendre à une nouvelle filiale l'activité du bâtiment de reconditionnement des moteurs, boîte de vitesse, injecteurs.

Les salariés sont en colère : il y a un risque de perte de salaire et d'avantages, et aussi d'avenir pour ceux qui refusent. Le 28 novembre, ils se sont réunis pour protester malgré les intimidations de l'encadrement. Tout le groupe Renault est en train de se faire morceler en une dizaine de filiales pour mieux écraser les travailleurs. Ils n'ont pas dit leur dernier mot.